

## Le grand jeu en Asie Sud-Est

On a appelé « grand jeu » les rivalités qui ont longtemps divisé la Couronne britannique et la Russie impériale pour le contrôle de l'Asie centrale ; ces rivalités se sont estompées avec le temps : l'Asie centrale est tombée sous l'égide de l'Etat soviétique et a glissé dans les limbes de la scène internationale, jusqu'à ce que l'effondrement de l'Union soviétique en 1989 donne à ces républiques devenues indépendantes une nouvelle visibilité, une nouvelle importance.

### Le nouveau « Grand jeu »

Les pays d'Asie centrale, en plus d'être situés à la charnière de différents blocs géopolitiques et à proximité stratégique de théâtres d'opérations internationaux (Iraq, Afghanistan), abritent des réserves en hydrocarbures très convoitées : le bassin de la mer Caspienne recèlerait des réserves estimées à 10-15 milliards de barils de pétrole et 7 trillions de mètres cubes pour le gaz, ce qui en ferait le troisième gisement mondial, derrière ceux du Golfe persique et de Sibérie.

L'acheminement de ces riches ressources est cependant problématique : ces pays sont enclavés, coincés entre, au Sud, une puissance iranienne marginalisée et, au Nord, un « grand frère russe » qui continue à considérer son « étranger proche » comme relevant de son domaine réservé. La mer Caspienne à l'Ouest et les montagnes du Pamir-Alaï à l'Est contribuent enfin à faire de l'Asie centrale un espace difficilement accessible.

On appelle « Nouveau grand jeu », ces rivalités, cette lutte d'influence pour accéder à cet espace asiatique, et ce pour des motifs aussi bien militaires et stratégiques (il importe d'éviter toute contamination islamiste dans ces pays majoritairement musulmans) qu'économiques et énergétiques. Nous nous concentrerons cependant sur l'aspect purement énergétique de ce « Grand jeu », sans en ignorer – bien sûr-- les ressorts politiques.

### Le jeu de la Russie

Le jeu apparaît biaisé : la Russie conserve historiquement sa position d'ancienne puissance tutélaire, renforcée qui plus est par sa position de pays producteur majeur et de puissance militaire dominant localement. Les gazoducs de Gazprom (dont 40% du capital appartient à l'Etat russe) et les oléoducs de la compagnie nationale russe Transneft de Bakou à Novorossik (notamment l'oléoduc CPC entre Bakou et Novorossik, ouvert en 1997, et qui passe par la Tchétchénie) restent les deux clefs du secteur et permettent à la Russie de disposer d'un monopole de fait sur les réseaux d'exportation d'Asie centrale.

La Russie s'oppose par ailleurs à tous les projets pétroliers et gaziers non-russes depuis 10 ans et les compagnies pétrolières russes se sont efforcées de pénétrer dans tous les consortiums d'exploration du Caucase et d'Asie centrale. Cet acharnement peut vraisemblablement être interprété comme la réaction un peu désespérée d'une Russie qui sent progressivement la région lui échapper. **2) le jeu des Etats-Unis**

Face à la Russie, les Etats-Unis (même s'ils cherchent généralement à ménager leur allié) disposent d'appuis solides dans la région (Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie...) et la construction de l'oléoduc BTC par la compagnie américaine BP à travers les territoires de ces trois pays a été vécue comme une véritable provocation par les Russes. Cet engagement américain en Asie centrale n'est pas récent : la compagnie américaine Amoco a investi dans la région depuis le début des années 1990 et Chevron exploite le champ pétrolifère de Tenguz. La politique des Etats-Unis s'inscrit aussi dans une logique anti-iranienne et le Département d'Etat use de tout son poids pour soutenir les projets permettant d'isoler l'Iran dans la région.

Mais rien n'empêche les Etats d'Asie centrale de jouer de ces divisions entre Américains et Russes pour introduire des acteurs-tiers comme la Chine ou l'Iran....

### **Le jeu de l'Iran**

L'Iran, en effet, compte bien profiter de sa situation géographique pour :

- 1) détourner les flux énergétiques vers son territoire et devenir le passage obligé du commerce avec l'Asie centrale et le Caucase
- 2) affirmer son statut de puissance régionale
- 3) sortir de la sévère crise économique et sociale à laquelle le pays est confronté. Cependant, cette volonté iranienne se heurte à l'opposition américaine et les Iraniens ne sont impliqués aujourd'hui que dans des accords très secondaires, sans réelle portée
- 4) Le jeu de la ChineLa Chine, dont la demande énergétique a fortement augmenté ces dernières années, lorgne depuis peu sur les gisements de la mer Caspienne. Des négociations entre la Chine et le Kazakhstan ont été menées afin d'accroître l'approvisionnement chinois en pétrole brut et en gaz. Un oléoduc est déjà en construction entre Atyrau et Kenkiyak et devrait se prolonger jusqu'à Atasu, puis Alashankou. A partir de là, le pétrole sera acheminé en train jusqu'aux trois raffineries de la région autonome du Xinjiang-Ouïgour. Dix millions de tonnes de pétrole transiteront ainsi chaque année dans cet oléoduc et, à terme, sa capacité devrait être doublée. Ces importations sont considérées comme politiquement importantes pour le développement économique de cette région, située à l'extrême occident de la Chine et potentiellement rebelle. Du reste, Chinois et Kazakhs sont également en train d'envisager la construction d'un gazoduc entre le Kazakhstan occidental et la région du Xinjiang-Ouïgour. Naturellement, les deux parties sont préoccupées par le coût considérable de l'entreprise, mais il semble que le projet soit prévu dans le cadre d'une stratégie de réserve à plus long terme.

### **Le jeu de l'Europe**

La partie en train de se jouer autour de la mer Caspienne met en exergue la faiblesse de l'Europe, dont les compagnies pétrolières, à l'exception notoire des compagnies britanniques, sont peu présentes dans la zone. En dépit des efforts de la Commission européenne pour créer dans la zone des conditions favorables aux investissements ainsi que pour mobiliser les sociétés européennes (programme TRACERA), la frilosité de ces dernières, la capacité de projection limitée et l'absence de politique étrangère commune se conjuguent pour faire de l'Europe, au moins provisoirement, la grande absente de ce nouveau "Grand jeu".